



**improve**

Conseil  
en immobilier  
d'entreprise

01 81 72 00 00  
improve.fr

# MARCHÉ DE L'IMMOBILIER

---

LILLE

INVESTISSEMENT - BUREAUX - ACTIVITES

---

**T1 2026**

# 01

## L'essentiel du marché

### 135 M€

#### INVESTISSEMENT HAUTS-DE-FRANCE

Toutes classes d'actifs confondues, 135 millions d'euros ont été investis sur les trois premiers mois de l'année, soit un repli annuel de 16 % rapporté au T1 2025 (161 M€).

Cependant, ce résultat est légèrement supérieur de 8 % à la moyenne quinquennale, ce qui constitue un signe positif quant à la résilience de ce marché.

## 69 %

#### PART DU COMMERCE

Le commerce observe un excellent démarrage et devient la première classe d'actif visée dans la région, avec 93 millions d'euros investis.

Toutefois, ce résultat exceptionnel repose quasi exclusivement sur une unique signature et demeure, à ce titre, fragile.

## 21 %

#### PART DU BUREAU

Les bureaux constituent la deuxième classe d'actif visée par les investisseurs, avec 28 millions d'euros investis au T1 2026.

Ce résultat est encourageant par rapport au T1 2025, où pour rappel, aucun deal n'avait été acté, mais il reste inférieur de 34 % à la moyenne quinquennale.

## 22 628 m<sup>2</sup>

#### DEMANDE PLACÉE BUREAUX

La demande placée dans la métropole lilloise s'élève à 22 628 m<sup>2</sup>, en incluant les comptes-propres, soit l'un des pires démarrages jamais enregistrés.

L'essoufflement de la demande est sans appel : le volume commercialisé du T1 2026 affiche une baisse annuelle de 51 % et se révèle inférieur de 58 % à la moyenne quinquennale à période comparable.

## 50 %

#### PART DU SECTEUR VILLENEUVE D'ASCQ

Comme au T1 2025, le secteur Villeneuve d'Ascq conserve sa première place dans le classement, avec 11 247 m<sup>2</sup> commercialisés (-43 % en un an) et concentre 50 % de la demande placée.

## 40 827 m<sup>2</sup>

#### DEMANDE PLACÉE LOCAUX D'ACTIVITÉS

Avec près de 40 827 m<sup>2</sup> commercialisés en 3 mois, la demande placée affiche une hausse de 96 % par rapport au T1 2025.

Il s'agit d'un excellent résultat, compte tenu de l'historique de ce marché et de la conjoncture économique dégradée.

# 02

## L'actualité économique

### Un printemps sous tension

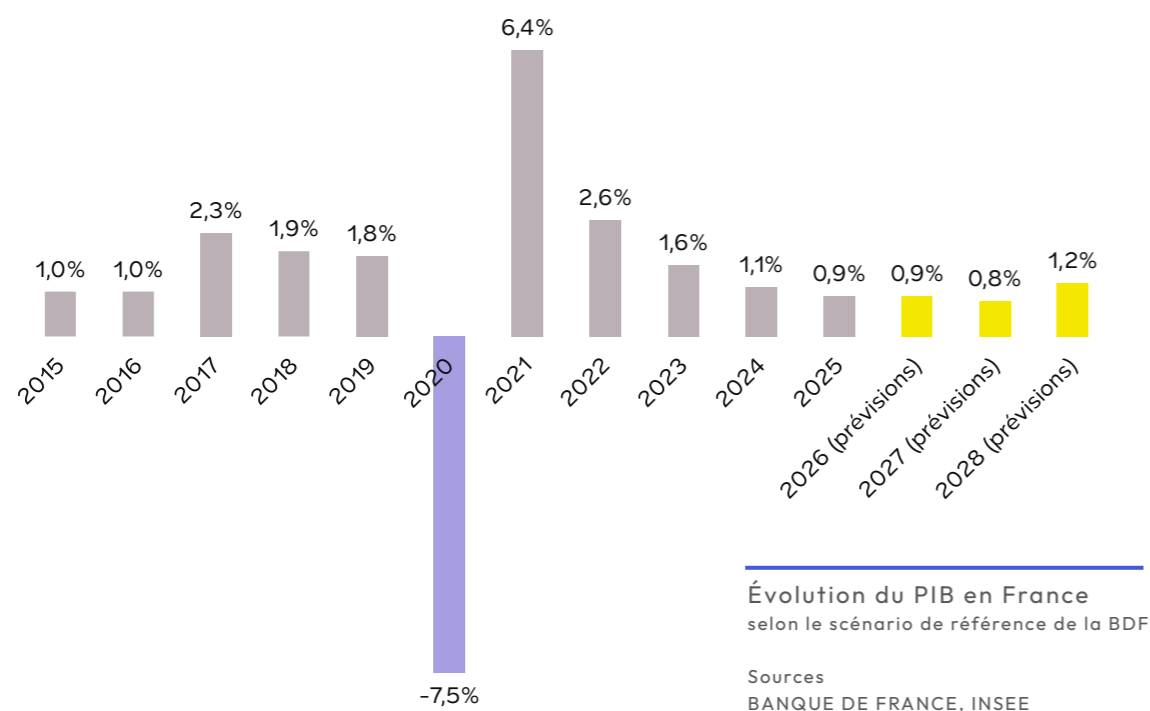
Loin d'avoir apaisé les tensions géopolitiques ayant émaillé l'actualité tout au long de l'année 2025, le premier trimestre 2026 enregistre une nouvelle escalade avec successivement l'arrestation du président vénézuélien par les États-Unis d'Amérique, l'intensification des tensions transatlantiques au sujet des velléités expansionnistes américaines au Groenland et de nouveaux affrontements au Darfour et au Tigré. Ces tensions ont atteint leur paroxysme avec les bombardements américains et israéliens et les répliques iraniennes, provoquant une nouvelle guerre au Moyen-Orient.

La guerre en Iran et ses conséquences sur la production d'hydrocarbures et le trafic maritime dans le détroit d'Ormuz ont provoqué un vent de panique sur les places financières : flambée des prix du pétrole en mars, chute du cours de l'or (-17 % entre fin janvier et fin mars), forte volatilité des indices boursiers...

Si l'annonce, le 8 avril, d'un cessez-le-feu de deux semaines avait permis un reflux du prix du baril de pétrole sous la barre des 100 dollars et aux métaux précieux de retrouver des couleurs, l'échec des pourparlers pour mettre fin à la guerre a fait replonger

les bourses dans le rouge dès l'ouverture des marchés le 13 avril. Une intensification du conflit pourrait rapidement provoquer une nouvelle hausse des prix du pétrole : certains analystes estiment qu'un blocus du détroit pourrait faire croître le prix du baril à plus de 140 \$, voire dépasser son niveau record de 2008.

Dans ce contexte particulièrement incertain, la Banque centrale européenne (BCE) maintient, pour le moment, ses taux directeurs inchangés : depuis juin 2025, le taux de dépôt demeure à 2,00 % (-50 points de base sur un an).



Toutefois, un resserrement monétaire en cours d'année 2026 apparaît de plus en plus probable à mesure que le spectre inflationniste se rapproche. Par ailleurs, un regain d'inflation a été enregistré dès mars en zone euro (+ 2,5 % en mars, plus forte hausse depuis octobre 2022) et il devrait vraisemblablement s'amplifier au deuxième trimestre.

Ce contexte géopolitique tendu impacte directement l'économie européenne : la BCE a dégradé ses prévisions de croissance dans la zone euro pour l'année 2026 à seulement 0,9 % contre 1,2 % dans ses prévisions précédemment établies en décembre 2025. En outre, les incertitudes sont telles que l'institution européenne a également établi deux scénarios plus défavorables pour anticiper de nouvelles dégradations de la conjoncture internationale. Dans l'hypothèse la plus sévère, la croissance serait quasi nulle, à + 0,4 %.

La France n'échappe naturellement pas à ces turbulences mondiales : la Banque de France a aussi abaissé ses prévisions de croissance pour l'année 2026 (+ 0,9 % contre + 1,0 % précédemment) et établi des hypothèses dégradées où le PIB ne progresserait annuellement que de 0,6 %, voire 0,3 % pour le scénario le plus défavorable.

Ces incertitudes renforcées provoquent également une nouvelle hausse des obligations assimilables du Trésor (OAT) à 10 ans. Après avoir enregistré un léger reflux en janvier puis en février (3,3 % au 27 février), l'OAT a culminé à 3,92 % le 27 mars, soit sa plus haute valeur depuis 2011, au plus fort de la crise des dettes souveraines dans la zone européenne. Si l'annonce d'un accord de cessez-le-feu de deux semaines avait permis de voir l'OAT redescendre à 3,62 % le 8 avril, l'échec des pourparlers a provoqué une remontée à 3,77 % le 13 avril. Après s'être contracté à moins de 60 points de base (pb) fin février, le spread avec l'indice de référence du Bund allemand a progressé en mars jusqu'à 83 pb, avant de progressivement se stabiliser en avril au-dessus des 70 pb.

En dépit des efforts budgétaires annoncés par le gouvernement français, les incertitudes sont telles que l'OAT pourrait continuer de croître et le spread de se creuser en fonction de l'évolution du conflit et d'un potentiel choc pétrolier.

Outre ces sujets financiers, l'économie française est soumise à d'autres menaces préoccupantes en ce début d'année, au premier rang desquelles figurent la hausse des défaillances d'entreprises. En effet, selon la dernière étude d'Altaris, près de 19 000 défaillances ont été enregistrées au premier trimestre 2026, en progression annuelle de 6,4 %. Ces dernières représentent une menace pour plus de 75 000 emplois, un niveau jamais atteint depuis 2009 et les conséquences de la crise économique mondiale de 2008. En parallèle, le taux de chômage en France (hors Mayotte) continue également de croître et atteint 7,9 % au quatrième trimestre 2025, en progression annuelle de 60 points de base.

Tous ces sujets d'inquiétude provoquent une dégradation de la confiance des chefs d'entreprises. En mars, l'indicateur synthétique du climat des affaires baisse à 96,9 points alors qu'il avait quasi atteint sa moyenne de longue période en janvier, à 99,4 points. La confiance des ménages n'est pas épargnée et recule également mensuellement de 2 points pour atteindre 89 points en mars.

Cette conjoncture économique défavorable a fortement impacté le marché de l'immobilier d'entreprise au premier trimestre et la situation pourrait encore s'aggraver en fonction de l'évolution du conflit en Iran et de ses conséquences sur l'inflation et les taux.

Sources : BANQUE CENTRALE EUROPEENNE, BANQUE DE FRANCE, EUROSTAT, INSEE, S&P GLOBAL, LES ECHOS, IMPROVE

#### Chiffres-clés source INSEE

+ 7,9 %  
▲ Taux de chômage au T4 2025

4,48 %  
▼ Taux d'usure pour le T2 2026 Prêts à taux fixe d'une durée comprise entre 10 ans et moins de 20 ans

89  
▼ Confiance des ménages Mars 2026

96,9  
► Climat des affaires Mars 2026

# 03

▼ **1,86 milliard €**  
Investissement en France  
(tous types d'actif)

**-48 %**  
Evolution annuelle



## L'investissement en France

### L'investissement suspendu à la situation au Moyen-Orient

Le rebond des engagements au quatrième trimestre 2025 (plus de 5,6 milliards d'euros) avait permis d'espérer une reprise durable du marché de l'investissement en immobilier d'entreprise (bureaux, locaux commerciaux, entrepôts logistiques et locaux industriels) après trois années de fort ralentissement. Malheureusement, la nouvelle dégradation de la conjoncture internationale a contraint les investisseurs à retrouver des postures plus attentistes.

Seulement 1,86 milliard d'euros ont été engagés en France au cours du premier trimestre 2026, un volume en repli annuel plus que conséquent (-48 %). Pour rappel, les premiers mois de l'année 2025 avaient été marqués par plusieurs opérations de très grande envergure telles que les *trophy assets* de KERING ou la Tour Trinity à La Défense. Comparé à la moyenne quinquennale, ce ralentissement est également important, de l'ordre de 52 % (à période comparable).

L'acquisition du 91 Champs-Élysées (4 200 m<sup>2</sup> à dominante commerce) par FONCIÈRE RENAISSANCE et MIMCO auprès de l'URSSAF pour environ 320 millions d'euros est la principale transaction de ce début d'année et la seule signature supérieure à 300 millions d'euros. L'arbitrage du BHV Marais en faveur de BROOKFIELD, la cession du 83 Marceau au profit de HINES et l'acquisition du 46 Notre-Dame-des-Victoires par BARINGS sont les trois autres grandes opérations (> 100 M€). Ces quatre signatures concentrent plus de 50 % de l'investissement national, soit près de 940 millions d'euros, un volume en recul annuel de 49 % (à périmètre constant).

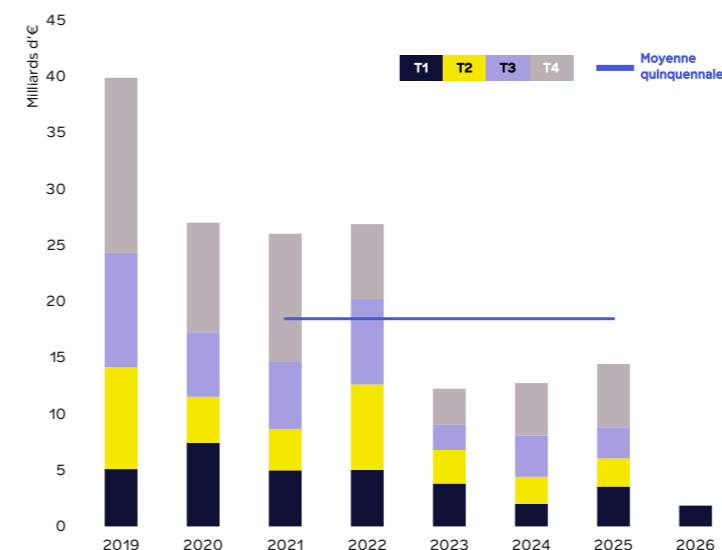
L'attentisme des investisseurs est visible sur tous les segments de marchés : seulement 2 transactions comprises entre 50 et 100 millions d'euros ont été actées pour un total de 159 millions d'euros (-44 % sur un an). Le ralentissement est encore plus important sur la tranche inférieure : moins de 330 millions d'euros ont été engagés dans des opérations comprises entre 20 et 50 millions d'euros, soit un recul annuel de 62 %. Enfin, les petites signatures (< 20 millions d'euros) sont plus résilientes et ne se replient que de 23 % sur un an, avec 434 millions d'euros investis au premier trimestre 2026.

Plus que jamais, les perspectives d'évolution du marché paraissent incertaines. L'instabilité de la situation en Iran ne permet pas d'évaluer précisément son impact sur l'économie mondiale, en particulier après l'échec

des premières négociations pour une fin du conflit. Une intensification des affrontements pourrait provoquer une nouvelle phase inflationniste majeure, potentiellement aggravée par un choc pétrolier de grande ampleur, et ainsi contraindre les banques centrales à revenir à une politique de resserrement monétaire, entraînant mécaniquement l'OAT à la hausse. Une telle remontée du marché obligataire comprimerait la prime de risque et porterait un nouveau coup d'arrêt au marché de l'investissement en immobilier d'entreprise.

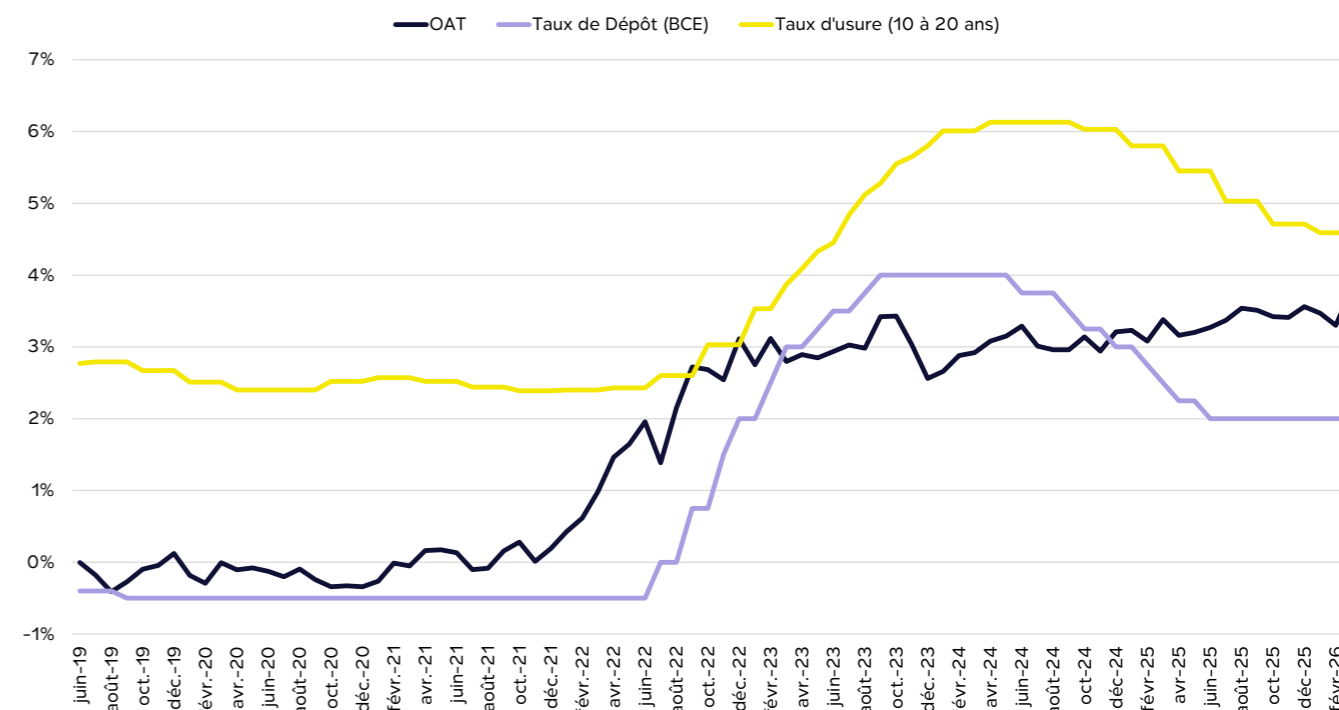
Cependant, certains motifs d'espoir demeurent : tout d'abord, plusieurs transactions majeures sont actuellement sous promesse et certaines se sont même d'ores et déjà signées pendant la première quinzaine d'avril à l'instar de la cession du Marignan (29 Champs-Élysées) par GECINA pour plus de 400 millions d'euros. Par ailleurs, dans cette période de fortes incertitudes, les actifs *prime*, et tout particulièrement ceux situés dans le Quartier central des affaires de la capitale, pourraient faire office de valeurs refuges et ainsi attirer certains investissements en particulier au regard de la forte volatilité actuelle des valeurs boursières.

Sources  
IMMOSTAT, IMPROVE



Historique des montants investis en France

Sources  
IMMOSTAT, IMPROVE



Évolution des taux (à fin de période)

Sources  
BANQUE DE FRANCE, BANQUE CENTRALE EUROPEENNE



▼ **135 millions €**  
Investissement dans la région  
Hauts-de-France  
(tous types d'actif)

**-16 %**  
Evolution annuelle  
Sources : IMMOSTAT, IMPROVE.



# 03

## L'investissement en région Hauts-de-France

Un marché très contrasté selon la typologie d'actifs

Le marché de l'investissement de la région Hauts-de-France ne déroge pas à la tendance nationale et affiche également des résultats en berne au premier trimestre 2026.

Les données communiquées par IMMOSTAT pour l'ensemble de la région indiquent un montant investi de 135 millions d'euros sur les trois premiers mois de l'année, soit un repli annuel de 16 % rapporté au T1 2025 (161 M€). Cependant, ce résultat est légèrement supérieur de 8 % à la moyenne quinquennale, ce qui constitue un signe positif quant à la résilience de ce marché.

Les différents acteurs restent confrontés à de nombreuses inconnues dans un environnement politique et économique dégradé. En l'absence de visibilité, la prudence des investisseurs se manifeste par une sélectivité accrue et la raréfaction des deals d'envergure sur le marché lillois.

Concernant la répartition des montants par type d'actif, le commerce observe un excellent démarrage et devient la première classe d'actif visée dans la région, avec 93 millions d'euros investis. Comparé aux 7 millions d'euros investis au T1 2025, le volume du T1 2026 affiche une hausse annuelle spectaculaire et se révèle largement supérieur à la moyenne quinquennale à période comparable. Toutefois, ce résultat exceptionnel ne reflète aucunement la santé du marché, car il repose quasi exclusivement sur une unique signature et demeure, à ce titre, fragile. IMMOSTAT comptabilise la vente de la zone commerciale d'Auchan Dury pour un montant proche de 70 millions d'euros. En dehors cette opération majeure, la plus importante du T1 2026 toutes classes d'actif confondues, le marché du retail n'a été animé que par des opérations inférieures à 10 millions d'euros.

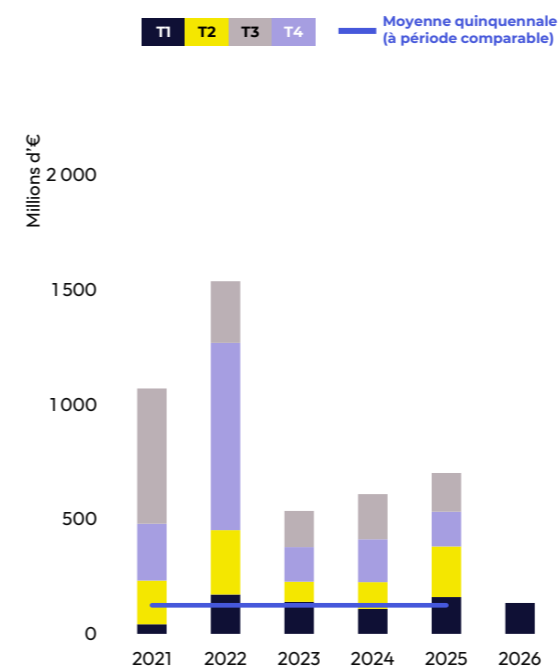
Affichant une part de marché de 21 %, les bureaux constituent la deuxième classe d'actif visée par les investisseurs, avec 28 millions d'euros investis au T1 2026. Ce résultat est encourageant par rapport au T1 2025, où pour rappel, aucun deal n'avait été actée, mais il reste

inférieur de 34 % à la moyenne quinquennale. Par ailleurs, le nombre d'opérations est extrêmement limité, ce qui met en évidence la raréfaction des deals et une hyperselectivité des acteurs. Une unique opération supérieure à 20 millions a ainsi été actée : il s'agit de l'acquisition de l'immeuble de bureaux Hélios à Villeneuve d'Ascq par CORUM ASSET MANAGEMENT pour près de 24 millions d'euros.

Le compartiment logistique constitue la troisième classe d'actif visée par les investisseurs, avec 10 millions d'euros investis au T1 2026. Il s'agit d'un résultat décevant au regard de l'historique et de l'exceptionnelle année 2025. Ce volume acte un repli annuel spectaculaire de 93 % et est significativement inférieur de 88 % à la moyenne quinquennale. La configuration du marché est similaire à celle observée sur la typologie des bureaux, caractérisé par la raréfaction des deals.

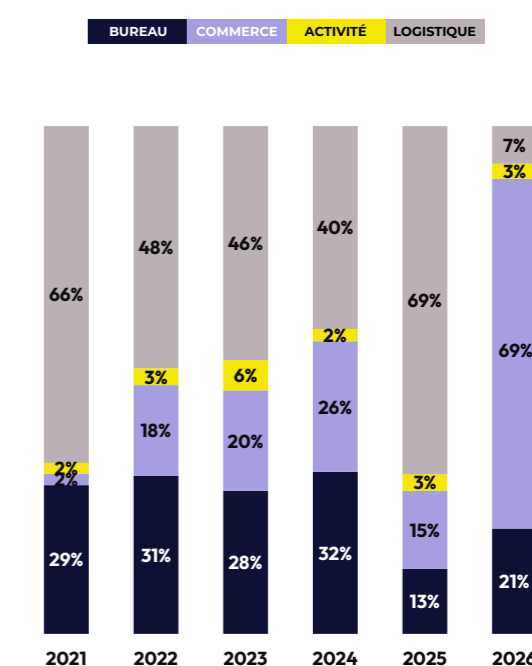
Enfin, les locaux d'activités ferment la marche, avec 4 M€ investis en T1 2026, soit une part de marché de 4 %. Ce volume est stable comparé à l'an passé et repose sur une unique opération.

Sources  
IMMOSTAT, IMPROVE



Évolution des montants investis

Sources  
IMMOSTAT, IMPROVE



Répartition par classe d'actifs

Sources  
IMMOSTAT, IMPROVE





# 04

## Bureaux : le marché utilisateur

### Les grands utilisateurs en retrait

Tendance quasi généralisée en France, le début d'année conforte les difficultés du marché locatif des bureaux. La demande placée dans la métropole lilloise s'élève à 22 628 m<sup>2</sup>, en incluant les comptes-propres, soit l'un des pires démarrages jamais enregistrés sur ce secteur.

Le repli du marché se traduit d'abord par un nombre très limité d'opérations. Selon les données publiées par IMMOSTAT, 59 signatures ont été actées au T1 2026, soit 10 de moins que l'an passé. L'essoufflement de la demande est sans appel : le volume commercialisé du premier trimestre affiche une baisse annuelle de 51 % et se révèle inférieur de 58 % à la moyenne quinquennale à période comparable. Plusieurs facteurs expliquent la contraction globale du marché, à commencer par un contexte économique incertain qui freinent la prise de décision en matière de stratégie immobilière.

un an et capte une part de marché majoritaire de 42 %. L'activité progresse de 94 %, avec 9 598 m<sup>2</sup> commercialisés à travers 4 opérations.

L'activité transactionnelle s'est maintenue sur le marché de seconde main qui fait jeu égal avec 2025. En revanche, la contraction est notable sur le marché du neuf : une configuration qui découle logiquement de l'absence de grandes transactions au T1 2026.

Concernant la répartition géographique, la hiérarchie des secteurs se maintient sous l'effet des préférences des utilisateurs, mais la grande majorité d'entre eux est impactée par la baisse d'activité. Comme au T1 2025, le secteur Villeneuve d'Ascq conserve sa première place dans le classement, 11 247 m<sup>2</sup> commercialisés (-43 % en un an) et concentre 50 % de la demande placée. Second comme l'an passé, le secteur Grands Boulevards voit sa demande placée reculer de 77 % en un an, avec à peine 3 730 m<sup>2</sup> commercialisés. Enfin, le secteur Lille ferme ce podium, avec 2 787 m<sup>2</sup> commercialisés, soit un repli annuel de 59 %.

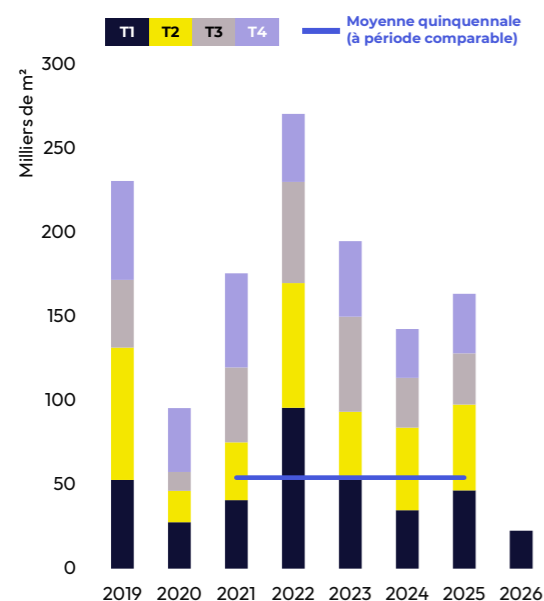
**Chiffres-clés T1 2026**  
(sources IMMOSTAT, OBM, IMPROVE)

22 628 m<sup>2</sup>  
Demande placée  
-51 % en évolution annuelle

Cette configuration baissière se manifeste en premier lieu sur le segment des grandes transactions. Alors que 4 signatures > 5 000 m<sup>2</sup> avaient été enregistrées au T1 2025, ce segment est resté atone au T1 2026, ce qui pénalise fortement la dynamique générale du marché.

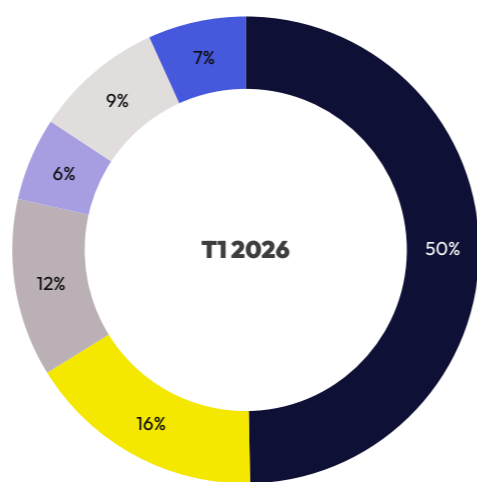
L'activité transactionnelle recule également de manière significative sur le segment des petites transactions. Avec 48 opérations < 1 000 m<sup>2</sup> pour un volume commercialisé de près de 13 000 m<sup>2</sup>, ce créneau affiche une baisse annuelle de 28 %.

Seul élément positif de ce tableau, le créneau intermédiaire, compris entre 1 000 et 5 000 m<sup>2</sup>, se consolide en



Évolution de la demande placée

Sources IMMOSTAT, OBM, IMPROVE

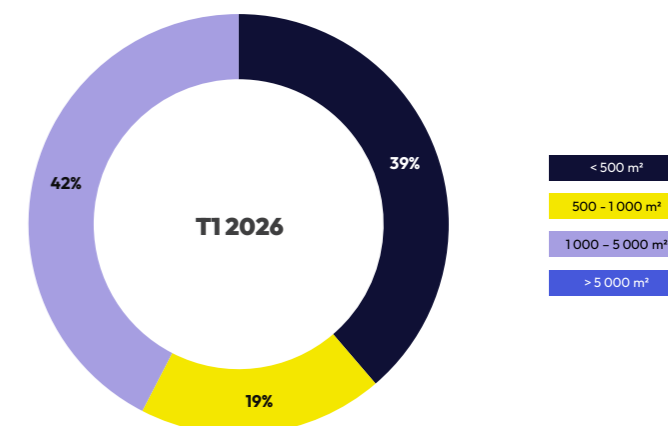


Répartition géographique de la demande placée

Sources IMMOSTAT, IMPROVE

Répartition de la demande placée par tranche de surface

Sources IMMOSTAT, IMPROVE



## Les bureaux (suite)

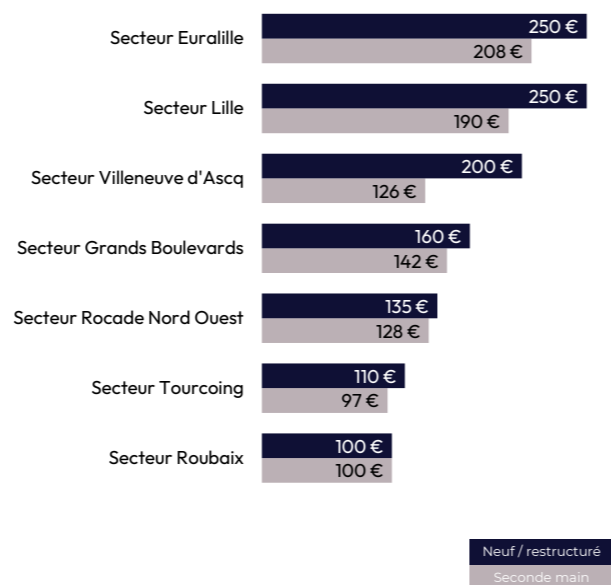
Conséquence directe du ralentissement de l'activité et de la commercialisation de nombreux immeubles en chantier, les disponibilités ne cessent d'augmenter. Mais la vacance reste différenciée selon les secteurs géographiques et la qualité des bâtiments disponibles.

Dans cette configuration de marché peu porteuse, les valeurs locatives connaissant des orientations divergentes. De manière générale, le loyer *prime* se maintient à 250 €/m<sup>2</sup>/an, tandis que les valeurs locatives pour des actifs neufs restent comprises entre 200 et 250 €/m<sup>2</sup>/an, en particulier dans les secteurs centraux. Dans les secteurs périphériques comme Villeneuve d'Ascq ou Grand Boulevards, les surfaces de 1<sup>ère</sup> main se louent généralement entre 145 €/m<sup>2</sup>/an et 200 €/m<sup>2</sup>/an.

A l'inverse sur le marché de seconde main, la tendance est plutôt à la baisse, sous l'effet de l'abondance de l'offre et des négociations entre propriétaires et locataires. Dans le centre de Lille, le loyer moyen de seconde main avoisine 190 €/m<sup>2</sup>/an en dehors de Lille. Dans le secteur Villeneuve d'Ascq, le loyer moyen pour des bureaux de seconde main se contracte aux alentours de 125 €/m<sup>2</sup>/an alors qu'il atteignait 141 €/m<sup>2</sup>/an au T1 2025. Dans le secteur Grands Boulevards, il s'établit à 142 €/m<sup>2</sup>/an (contre 158 €/m<sup>2</sup>/an au T1 2025). Enfin, en périphérie plus éloignée, les loyers sont compris majoritairement entre 130 €/m<sup>2</sup>/an et 150 €/m<sup>2</sup>/an.

Concernant le segment de l'acquisition, les valeurs connaissant un repli plus important au premier trimestre 2026, que cela soit sur le marché du neuf ou celui de seconde main. Cet ajustement reste conjoncturel et lié aux mauvaises performances constatées sur le segment de la vente utilisateur (-87 % en un an). Dans les secteurs centraux de la métropole, les prix au m<sup>2</sup> s'échelonnent de 4 500 à 6 500 €/m<sup>2</sup> pour des bureaux neufs. Dans les secteurs périphériques, les valeurs à l'acquisition sont plutôt comprises entre 2 000 et 4 000 €/m<sup>2</sup>.

Sources  
IMMOSTAT, IMPROVE



Les loyers par secteur géographique au T1 2026 (*prime / moyen*)

Sources :  
IMMOSTAT, IMPROVE

# 05

## Locaux d'activités : le marché utilisateur

Un début d'année encourageant

Après une terne année 2025, le marché des locaux d'activités de la région lilloise semble redresser la tête au T1 2026.

Avec près de 40 827 m<sup>2</sup> commercialisés en 3 mois, la demande placée affiche une hausse de 96 % par rapport au T1 2025. Il s'agit d'un excellent résultat, compte tenu de l'historique de ce marché et de la conjoncture économique dégradée.

Concernant la répartition de l'activité par tranche de surfaces, la tendance est à la hausse sur la totalité des différents marchés. Sur le segment inférieur à 1 000 m<sup>2</sup>, la demande placée progresse de 14 % en un an et enregistre 21 signatures contre 17 à la même période l'an passé. Le segment intermédiaire entre 1 000 et 5 000 m<sup>2</sup> renoue également avec une tendance porteuse (+91 % en un an), avec 11 signatures contre 9 l'an passé. Enfin, sur le segment > 5 000 m<sup>2</sup>, une opération a été actée alors que ce créneau était resté atone au T1 2025. La SNCF a signé une extension de 7 287 m<sup>2</sup> (compte-propre) dans la commune de Lille (secteur Sud Est).

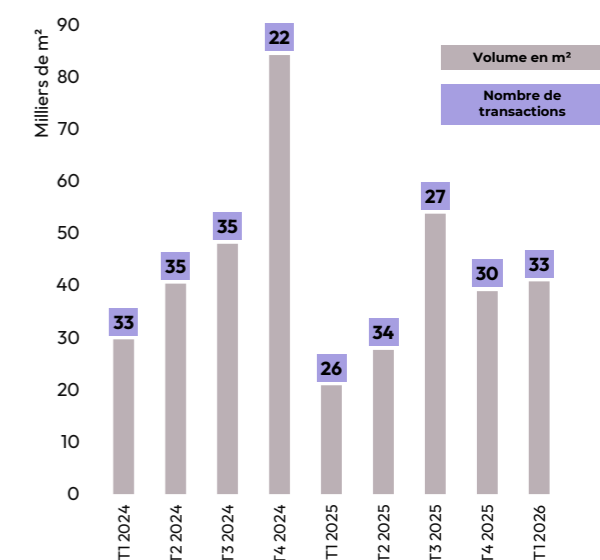
Le marché des locaux d'activités reste majoritairement animé par des prises à bail de seconde main : ces dernières concentrent 67 % de la demande placée.

Géographiquement, tous les secteurs présentent des bilans trimestriels positifs. Le marché des locaux d'activités est fortement polarisé autour du Sud de l'agglomération, qui détient une part de marché de 54 %. Les secteurs Nord et Ouest se partagent respectivement une part de marché de 25 % et 23 %.

La bonne dynamique du marché en ce début d'année pousse les valeurs locatives à la hausse au T1 2026. Le loyer moyen pour des locaux de seconde main atteint 88 €/m<sup>2</sup>/an contre 84 €/m<sup>2</sup>/an un an plus tôt. La fourchette est plus élevée pour des locaux de première main, avec un loyer moyen passant de 130 à 140 €/m<sup>2</sup>/an.

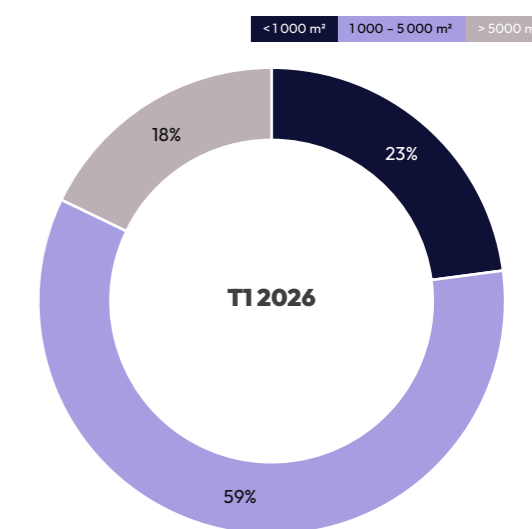
A l'inverse, la tendance est à la baisse sur le marché de l'acquisition, en raison de la faible activité enregistrée sur ce créneau de marché. Le faible échantillon de données ne permet pas de chiffrer pleinement cette tendance, mais il convient de considérer un prix au m<sup>2</sup> moyen de 1 400 €/m<sup>2</sup> pour des locaux de qualité.

Sources  
IMMOSTAT, IMPROVE



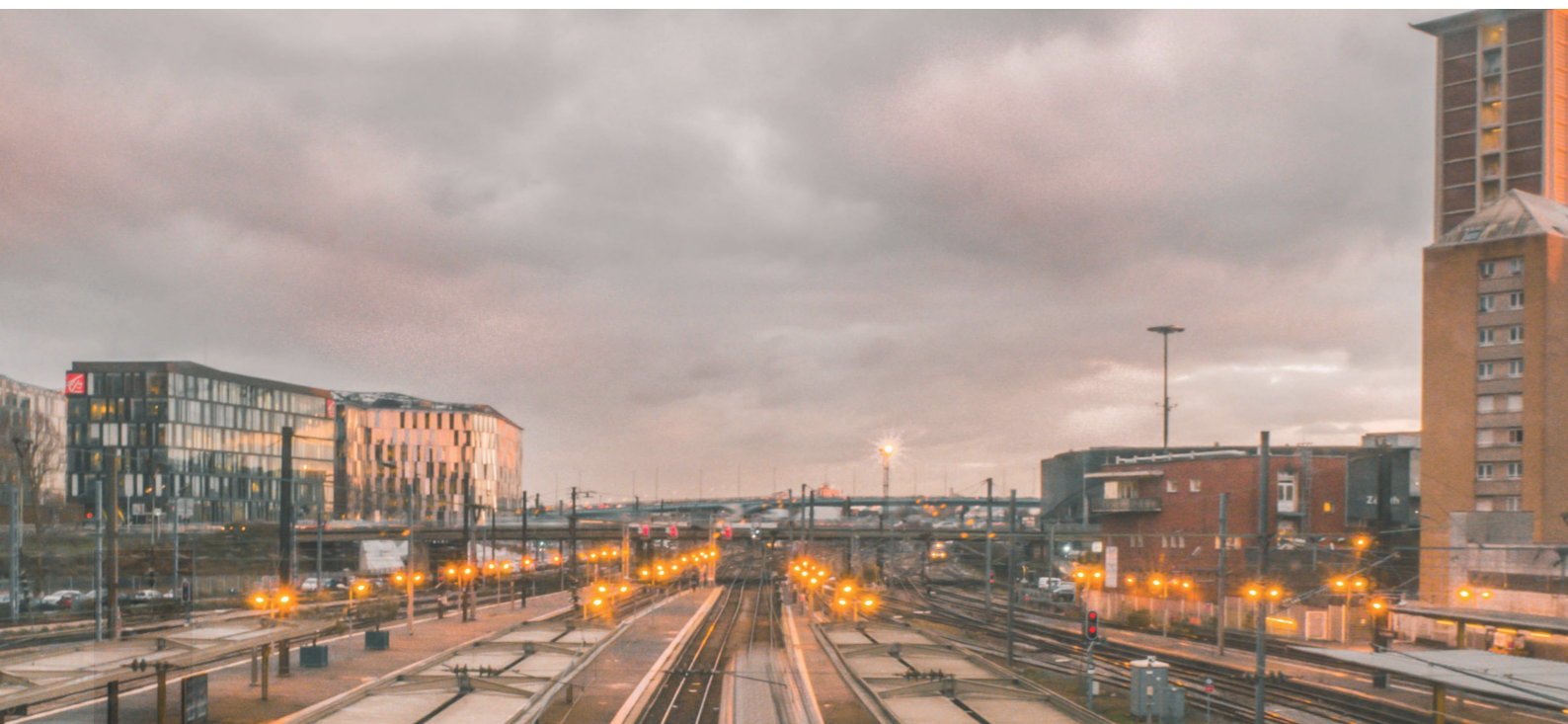
Évolution trimestrielle de la demande placée

Sources :  
IMMOSTAT, OBM, IMPROVE



Répartition géographique de la demande placée

Sources :  
IMMOSTAT, IMPROVE



**+ de 21 000**  
CLIENTS DÉJÀ INSTALLÉS

**+ de 7 600**  
OFFRES À VOUS PROPOSER

**15 ANS**  
D'EXPÉRIENCE

**16 AGENCES**  
9 EN ÎLE-DE-FRANCE ET 7 EN RÉGION



**6 DÉPARTEMENTS**  
AU SERVICE DE VOS AMBITIONS IMMOBILIÈRES



**Agence**



**Capital  
Market**



**Corporate  
Services**



**Commerce**



**Gestion  
Locative**



**Conseil  
Utilisateurs**

**improve**

**Quentin GRAFF**  
Directeur Études & Recherche  
Email: qgraff@improve.fr

**Camille VIGNAUD**  
Responsable Communication  
Email: cvignaud@improve.fr

**Emilie RENTE**  
Chargée d'études  
Email: erente@improve.fr

**Léa MAZZA**  
Chargée de Marketing & Communication  
Email: lmazza@improve.fr

# MARCHÉ DE L'IMMOBILIER

LILLE  
INVESTISSEMENT  
BUREAUX  
ACTIVITES

**improve**